



## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

## **Ressources - Taxe de Séjour - Prise en compte du nouveau tarif plafond légal - Approbation**

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Afin de contribuer au financement des infrastructures et équipements touristiques du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a institué par délibération n°14854 du 27 septembre 2017, une taxe de séjour intercommunale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour toutes les structures d'hébergement. Elle s'applique sur l'ensemble des communes du territoire à l'exception de la commune de Lattes, qui a souhaité en conserver la gestion.

Les tarifs applicables actuellement ont été fixés par la délibération n°M2018-481 du 28 septembre 2018.

Cette délibération fixe le taux applicable pour les hébergements non classés ou en attente de classement à 3 %.

L'article L. 2333-30 du Code général des collectivités territoriales prévoyait par ailleurs un plafond au tarif ainsi calculé : le « tarif le plus élevé adopté par l'entité ou, s'il est inférieur à ce dernier, [le] tarif plafond légal applicable à la catégorie des hôtels de tourisme 4 étoiles. »

Le tarif le plus élevé adopté par la collectivité est de 4,00 € pour les palaces, supérieur au tarif plafond légal de la catégorie des hôtels 4 étoiles à 2,30 €, c'était donc ce dernier tarif qui s'appliquait depuis 2019.

La Loi n°2020-1721 de finances pour 2021 modifie cet article, en retenant pour nouveau plafond le « tarif le plus élevé adopté par la collectivité ».

Par conséquent, à compter de 2021, le plafond appliqué aux nuitées effectuées dans les hébergements non classés ou en attente de classement est de 4,00 € (4,40 €, avec la part départementale) contre 2,30 € depuis 2019 (2,53 €, avec la part départementale).

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de prendre en compte le nouveau tarif plafond légal applicable aux hébergements non classés ou en attente de classement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156980-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.